

Comité des règles d'origine

**PROJET DE RAPPORT (2022) DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE
AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**

Révision

1. Le présent document rend compte des travaux réalisés par le Comité des règles d'origine (CRO) en 2022. L'article 6:1 de l'Accord sur les règles d'origine dispose ce qui suit:

"Le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement des Parties II et III du présent accord eu égard à ses objectifs" et "informera ... le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen."

2. Le CRO a tenu deux réunions formelles en 2022: le 7 avril et le 13 octobre. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/RO/M/78 et G/RO/M/79¹, respectivement. Mme Laura GAUER (Suisse) a été élue Présidente du CRO en mai 2022 et a présidé les deux réunions. Par ailleurs, le Comité a envisagé de désigner un Vice-Président à la réunion d'octobre 2022, mais l'élection n'a pas pu avoir lieu compte tenu des préoccupations exprimées par l'une des délégations.

3. Les travaux du Comité ont continué à s'articuler autour de deux grands thèmes: 1) les règles d'origine non préférentielles; et 2) les règles d'origine préférentielles pour les PMA.

4. S'agissant des règles d'origine non préférentielles, le Comité n'a pas tenu de discussions spécifiques au sujet du programme de travail pour l'harmonisation, lancé en 1995 conformément à l'article 9:2 a) de l'Accord sur les règles d'origine. Les Membres ont exprimé des vues diverses au sujet des incidences que des règles d'origine harmonisées pourraient avoir sur d'autres instruments de politique commerciale ("questions de fond"). Par conséquent, les négociations n'ont pas beaucoup avancé depuis 2007.

5. Depuis lors, les Membres se sont efforcés en priorité d'améliorer leur compréhension et leur connaissance des pratiques nationales concernant les règles d'origine non préférentielles. À cet égard, une proposition visant à "améliorer la transparence dans le domaine des règles d'origine non préférentielles" (G/RO/W/182/Rev.4) figure à l'ordre du jour du Comité depuis quelque temps. En octobre 2022, les Membres ont de nouveau examiné cette proposition et convenu de prendre part à des consultations conduites par la Présidente en vue d'établir un texte de la Présidente. La Présidente a confirmé qu'elle tiendrait des consultations et informerait le Comité.

6. Par ailleurs, une séance d'information sur le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles a été organisée. Cette séance, tenue en octobre 2022, a donné un aperçu des objectifs et de l'historique de ces négociations, prescrites dans l'Accord sur les règles d'origine (article 9). En plus d'un exposé présenté par le Secrétariat, Mme Thorstensen, ancienne Présidente du Comité des règles d'origine (2004-2009), a partagé ses impressions et ses souvenirs concernant ces négociations.

7. Enfin, le Comité a achevé l'examen annuel prescrit de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord (G/RO/W/214/Rev.1).

¹ À paraître.

8. S'agissant des règles d'origine préférentielles, le Comité a continué de superviser la mise en œuvre des Décisions ministérielles de Bali et de Nairobi sur les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés (PMA) (WT/L/917 et WT/L/917/Add.1).

9. Dans ce contexte, les Membres ont adopté, en avril 2022, une "*Décision sur les règles d'origine préférentielles et la mise en œuvre de la Décision ministérielle de Nairobi*" (G/RO/95). Dans cette décision, les Membres soulignent qu'il est important d'identifier et de traiter selon qu'il sera approprié les difficultés spécifiques auxquelles les PMA font face, comme pourront en convenir les Membres, pour se conformer aux règles d'origine préférentielles et aux prescriptions en matière d'origine afin d'utiliser effectivement les préférences commerciales. À cette fin, ils sont convenus de continuer à travailler au sein du CRO pour faire en sorte que les règles d'origine qu'ils utilisent dans le cadre de leurs préférences non réciproques pour les PMA soient simples et transparentes. Ces efforts pourraient consister à identifier les meilleures pratiques et à en convenir, ainsi qu'à analyser plus avant l'utilisation des préférences commerciales. La décision en question a également été reconnue au paragraphe 8 du document final de la douzième Conférence ministérielle.

10. En 2022, les Membres ont aussi examiné un certain nombre de notes techniques. Premièrement, une note du Secrétariat de l'OMC sur les obligations relatives à la certification de l'origine et à l'utilisation des préférences commerciales (G/RO/W/212). Deuxièmement, deux notes établies par le Groupe des PMA sur i) les prescriptions en matière de documents requis (G/RO/W/211) et ii) un examen préliminaire des nouvelles règles d'origine préférentielles du Royaume-Uni (G/RO/W/216).

11. Enfin, le 7 avril, les Membres ont participé à une activité publique organisée par le Secrétariat de l'OMC en marge de la réunion formelle du CRO et intitulée "[Qu'est-ce qui motive l'utilisation des préférences commerciales?](#)" (via Zoom, [enregistrement disponible](#)). Cette deuxième activité faisait suite à une première [activité tenue en 2021](#) sur ce sujet. Les intervenants ont étudié les différents facteurs qui influaient sur la capacité et la volonté des entreprises d'utiliser les préférences commerciales et ont fait part de leur expérience concernant le suivi des taux d'utilisation de leurs préférences commerciales. Parmi eux figuraient des fonctionnaires gouvernementaux du Canada; du Chili; de la Türkiye et des États-Unis et des représentants du Secrétariat de l'AELE (Islande; Liechtenstein; Norvège et Suisse).

12. Les Membres ont adopté un rapport plus détaillé au Conseil général sur les travaux relatifs aux règles d'origine préférentielles pour les PMA, comme l'exigent les Décisions ministérielles de Bali et de Nairobi (G/RO/W/213/Rev.1).
